

Analyse | Alain-Michel Ayache, spécialiste du Proche-Orient, département de science politique, UQAM

Le Hamas est mis à l'épreuve

Maintenant que le Hamas contrôle l'ensemble de la bande de Gaza et forme, selon lui, le gouvernement officiel de ce territoire, plusieurs questions viennent à l'esprit : réussira-t-il là où le Fatah d'Arafat — dont Abbas a hérité — a échoué : enrayer la corruption au profit d'une amélioration des conditions de vie des Palestiniens ? Gèrera-t-il la sécurité intérieure de Gaza d'une manière démocratique ou instaurera-t-il la Charia? *Quid* de sa tolérance d'autres groupes armés islamistes jadis ses alliés contre le Fatah, mais surtout contre Israël?

A priori, tout observateur sage répondra que la région tend à se radicaliser, d'Iran jusqu'à Gaza, en passant par les camps militaires palestiniens au Liban.

ENRAYER LA CORRUPTION

S'attaquer à la corruption exigera la mise en place d'une bureaucratie responsable et efficace qui répondra à un pouvoir administratif, lui-même assujéti aussi bien au législatif, à l'exécutif et au judiciaire. Si le Hamas décidait d'instaurer une bureaucratie selon la méritocratie, il tomberait dans le piège du Fatah, celui de demander aux « proches » d'assumer les fonctions les plus importantes au sein de l'administration — quitte à ce que ces derniers soient moins qualifiés — tant et aussi longtemps qu'ils réussissent à sauvegarder les assises du gouvernement du Hamas devant d'autres groupes armés plus islamisés que lui. Ceux-là mêmes qui étaient responsables du rapt

du journaliste britannique de la BBC et qui représentent à moyen terme un danger imminent à la survie du pouvoir unique dans Gaza, à moins que l'histoire ne prouve plus tard qu'ils n'étaient que des pions aux mains du Hamas pour peaufiner son image de marque sur la scène internationale !

LA CHARIA

Si, par contre, le Hamas instaurer la Charia comme loi officielle gérant la vie des Palestiniens de Gaza, cette dernière sera à l'image de l'Afghanistan sous les talibans. Le résultat ne peut que mener les Palestiniens vers un exode en Cisjordanie, en Égypte ou ailleurs, laissant Gaza aux plus radicaux, la tolérance envers les chrétiens et les non-musulmans étant réduite à zéro. Or, cela est déjà très visible.

Quelques jours à peine après la prise de la bande de Gaza par les troupes du Hamas, des magasins de vidéo, d'instruments de musique occidentaux et des boutiques ont été saccagés et brûlés. Les produits vendus avaient été jugés par le Hamas comme contraire aux lois de l'islam. Quant à l'exode vers la Cisjordanie, tout porte à croire qu'il a commencé, du moins pour ceux qui détenaient une nationalité occidentale !

LA SÉCURITÉ INTERNE

Le troisième problème du Hamas, c'est le contrôle total de la sécurité des citoyens de Gaza. En effet, si le gouvernement Hamas veut prouver au monde qu'il est le seul maître à bord (en vue éventuellement de mener des négocia-



Le Hamas et son grand patron réfugié à Damas, Khaled Mechaal, gèreront-ils la sécurité intérieure de Gaza d'une manière démocratique ou instaureront-ils la Charia? — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

tions avec Israël ou par l'intermédiaire d'une tierce partie), il devra être le seul responsable de la gestion interne et sécuritaire de la bande. En ce sens, la libération inattendue du journaliste britannique de la BBC laisse penser que le Hamas s'est rendu maître du terrain.

Des thèses circulent dans les milieux arabes selon lesquelles la Syrie aurait orchestré (à travers Khaled Mechaal, le grand patron du Hamas réfugié à Damas), une sorte d'entrée honora-

ble du Hamas sur la scène internationale. Ainsi, « l'Armée de l'Islam » ne serait qu'un leurre pour montrer qu'il contrôle bien Gaza. Ce faisant, le Hamas ferait un bras d'honneur au Fatah de Mahmoud Abbas, accusé de laxisme et de faiblesse devant les nombreux autres groupes armés, lesquels jouissaient d'une grande liberté d'action sur l'ensemble des territoires palestiniens sous sa juridiction.

Ainsi, les Palestiniens de Gaza sont devenus prisonniers d'un

système fermé de propagande haineuse contre l'Occident et ses alliés, lesquels sont d'autres Palestiniens, dont Abbas ! Pis encore, ils sont devenus otages d'une radicalisation tous azimuts dans la région où la division entre intégristes et modérés s'agrandit de plus en plus au profit des premiers... Une division qui emportera sans doute dans son sillage, dans les semaines à venir, la stabilité interne des camps militaires palestiniens au Liban, camps dits de « réfugiés »!

CARREFOUR DES LECTEURS

D'autres textes au www.cyberpresse.ca/lesoleil

Où sont les retombées, Monsieur Fortier?

Dans le dossier des 30 autocars que le gouvernement fédéral va acheter en Allemagne plutôt qu'au Canada, le ministre conservateur Michael Fortier a déclaré au *Soleil* : « C'est regrettable pour les manufacturiers de chez nous, mais les règles d'approvisionnement sont très claires et elles ont été établies en pensant aux contribuables. » En faisant construire les autocars par une firme allemande plutôt que par Prevost Car, dans Bellechasse, les contribuables vont économiser 25 000 \$ par véhicules, selon le ministre. Mais est-ce vraiment aussi simple que le prétendent nos politiciens populistes ? Est-ce que l'aubaine allemande vaut les retombées économiques d'un achat au pays (notamment au chapitre des taxes et des im-

pôts)? Qu'en est-il des retombées politiques et psychologiques? N'est-il pas contradictoire de voir le gouvernement dépenser une fortune en subventions aux entreprises tout en n'ayant pas de politique d'achat local? Que penser d'un parti qui fait la leçon à tout un chacun en matière de patriotisme tout en laissant ses ministres exporter systématiquement les contrats de la Défense? Dans la religion du libre-marché, les fédéraux sont plus catholiques que le pape. Ridicule. À se demander si le contribuable est encore un citoyen selon l'évangile du conservateur.

Nicolas Lefebvre Legault
Québec

Et la hausse de vitesse sur les autoroutes?

Alors que débutaient les travaux de la Table de concertation, son

président, Jean-Marie De Koninck, déclarait que la Table pourrait recommander une hausse de la limite de vitesse sur les autoroutes. Maintenant que le rapport est rendu, où est-elle cette hausse ? Aujourd'hui, M. De Koninck nous parle plutôt d'un projet pilote d'instauration de radars photo et, pour vendre sa salade, il insiste sur son utilisation dans de nombreux pays européens. Ce que M. De Koninck oublie volontairement de dire, c'est que la limite de vitesse sur les autoroutes au Québec est la plus basse de tous ces pays. Ainsi, en Autriche, en Croatie, en France, en Italie, au Luxembourg, en Slovaquie, la limite est établie à 130, de quoi permettre à tout honnête citoyen de pouvoir rouler l'esprit, euh pardon, le porte-monnaie en paix ! Ce que j'attendais personnelle-

ment de la Table, c'est la preuve concrète de la causalité entre le nombre de points d'inaptitude et le conducteur à risque très élevé. Voilà plus de 30 ans que le Québec compile les points de démérite à grands frais. Si on pouvait fouiller dans les dossiers des conducteurs ayant causé des blessures corporelles ou le décès, peut-on affirmer qu'ils étaient tous des conducteurs avec des dossiers lourds de points d'inaptitude ? J'en doute, personnellement.

Jean Livernois
Québec

Le vrai coupable, Patrice Demers

La Cour supérieure a finalement rendu son verdict dans la cause impliquant Genex Communication, son ex-animateur vedette Jeff Fillion et trois employés de l'Asso-

ciation québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ). En effet, la Cour condamne Genex et Fillion à des dommages de plus de 600 000 \$. Il va de soi que les propos de l'ex-animateur ont dépassé la liberté d'expression et constituaient un abus flagrant du droit de parole, mais qui est le vrai coupable? Le propriétaire de la station de radio CHOI FM, Patrice Demers, a grandement profité de la popularité de son animateur vedette, qui a amené la station numéro un et il ne s'en est pas plaint. M. Demers a laissé l'animateur du matin diffamer sur les ondes sans réagir pour arrêter cette vague de diffamation sans précédent. C'était devenue une habitude. En plus, il ne regrette rien, en déclarant qu'il est assuré pour ces amendes.

Jocelyn Boily
Québec